

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1918-1919.

Projet de loi sur la formation des listes électorales en vue du prochain renouvellement des Chambres législatives.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

L'un des effets les plus évidents de la guerre a été d'imprimer une force nouvelle et plus impérieuse au mouvement qui entraînait tous les peuples européens vers l'égalité politique. Dans la Nation dressée tout entière pour défendre contre l'ennemi son existence et son indépendance, l'égalité des devoirs, des sacrifices et des souffrances a rendu plus vivace le sentiment de l'égalité des droits. Soldats de tous rangs et de toutes classes qui ont combattu côte à côte et affronté les mêmes dangers; ouvriers, paysans et bourgeois qui ont enduré pendant quatre années la rude domination de l'envahisseur, tous ont acquis le sentiment qu'ils sont au même titre enfants de la Patrie, qu'ils doivent y avoir au point de vue politique une place égale. Dans tous les pays, ce même mouvement s'est produit d'une manière irrésistible; dans les pays belligérants, comme l'Angleterre, qui a introduit, au cours de la guerre, le suffrage universel pour les hommes et les femmes; comme la Prusse qui, dès 1917, promettait solennellement aux populations le suffrage universel; même dans les pays neutres, comme le Danemark et la Hollande qui, en 1915 et 1916, ont abattu les dernières barrières qui excluaient certaines classes des urnes électorales.

Il semble donc qu'on ne peut plus contester la nécessité qui s'impose d'accorder au peuple belge l'égalité complète dans l'exercice du droit de suffrage. Mais l'occupation prolongée pendant plus de quatre années du territoire presque tout entier, a rendu impossible le fonctionnement régulier de nos institutions, a brisé en quelque sorte le mécanisme de notre Gou-

vernement. Pendant quatre années, le Parlement n'a pas pu exercer ses pouvoirs et le Roi a dû assumer à lui seul l'exercice du pouvoir législatif. Aujourd'hui il doit faire appel à la collaboration d'une Chambre des Représentants dont les membres élus en 1912 et 1914 ont vu leur mandat expirer il y a plus de deux ans ou il y a quelques mois, et d'un Sénat dont la moitié des membres sont aussi dépourvus de mandats réguliers. Et dans l'état de désorganisation où l'ennemi a laissé le pays, il est impossible de procéder à bref délai, d'après le régime actuel, à l'élection d'un nouveau Parlement.

Aussi, au moment où la généralité de la Nation réclame impérieusement une modification dans le système électoral, les difficultés nées de la guerre rendent impossibles, sous le régime du vote plural, avant de longs mois, l'élection de nouvelles Chambres et l'accomplissement des formalités requises pour la revision de la Constitution. Et pourtant il importe, pour la sécurité et la tranquillité du pays, pour le maintien de l'union entre les partis et les classes, si nécessaire à la reconstitution de la Patrie, pour l'autorité morale du Gouvernement qui doit conclure la paix, de résoudre sans tarder ce grave problème politique.

Le projet que le Gouvernement a l'honneur de proposer au Parlement tend à faire décider simplement que, vu l'impossibilité de procéder sans tarder à de nouvelles élections, sous le régime du vote plural, la prochaine élection se fera au suffrage universel pur et simple. Il ne s'agit donc pas de faire procéder par le Parlement actuel à une revision de l'article 47, en supprimant le premier et le second stade de la procédure revisionniste, c'est-à-dire la déclaration préalable des articles constitutionnels qu'il y a lieu de reviser et la consultation du corps électoral. Il ne s'agit pas de faire voter un nouvel article 47 à la majorité des deux tiers par les Chambres élues en 1912 et en 1914. La loi que le Gouvernement demande au Parlement est donc une loi ordinaire et même une loi de circonstance, qui n'est même pas une loi permanente, qui ne doit s'appliquer qu'à un seul cas, à une seule élection déterminée.

De même que le Roi, dans l'impossibilité de réunir les Chambres, a été forcé de prendre des mesures législatives par arrêtés-lois, de même le Parlement constatant l'impossibilité d'appliquer le suffrage plural aux élections qui s'imposent à bref délai, se voit forcé de prendre une mesure exceptionnelle qu'il limite à ce seul et unique cas de nécessité.

Après cette première décision, les Chambres seront appelées à procéder, conformément à l'article 131 de la Constitution, au vote de résolutions déterminant les articles à reviser et parmi ceux-ci figurera l'article 47. Ainsi devant les Chambres constituantes qui seront ultérieurement élues, le problème de la revision constitutionnelle de notre régime électoral se présentera tout entier.

On ne peut nier que le projet de loi se trouve en opposition avec le texte de la Constitution, tout comme, d'ailleurs, le régime des arrêtés-lois ou la prolongation du mandat des députés et des sénateurs. Il se justifie

comme ceux-ci par l'impossibilité d'agir autrement, et il restreint ses effets au seul cas d'impossibilité.

L'impossibilité de procéder avant dix-sept mois à des élections suivant le système plural est, en effet, absolue.

La loi électorale que le Gouvernement a l'honneur de soumettre au Parlement n'est pas seulement imposée par des considérations d'opportunité qui rendent moralement nécessaire un changement au système en vigueur, elle est fondée sur des raisons techniques que nul ne peut méconnaître.

Les listes électorales n'ont pas été revisées depuis cinq ans, alors que les modifications au statut électoral des citoyens ont subi beaucoup plus de variations que durant les années normales. Or, pour prendre un exemple, il résulte des travaux de nos statisticiens que les listes électorales en vigueur pour 1914 devraient subir plus de 384,000 modifications résultant uniquement des décès et de l'avènement des jeunes électeurs à leur majorité. D'autre part, des modifications plus profondes encore devraient leur être apportées par suite de l'attribution ou de la suppression des votes supplémentaires. Il y aurait en moyenne 208,000 votes supplémentaires à attribuer à des électeurs qui n'en jouissaient pas auparavant et 38,000 à attribuer à des électeurs déjà inscrits ou à des électeurs de plus de vingt-cinq ans qui sont inscrits pour la première fois. Il faudrait y ajouter encore tous les votes dont l'attribution n'est pas numériquement apparente parce que l'augmentation qui en résulte est compensée par la suppression de votes supplémentaires appartenant à des électeurs rayés ou dont le nombre de votes est réduit.

Ces opérations déjà très compliquées par elles-mêmes seraient rendues aujourd'hui plus difficiles encore par la destruction ou l'éparpillement des archives d'un grand nombre de communes et par le mouvement de population qui résulte du départ et de la rentrée de plusieurs centaines de mille réfugiés.

Le système constitutionnel ne peut être appliqué à moitié. Pour l'attribution de la voix supplémentaire du père de famille, il est indispensable d'observer toutes les règles et tous les délais prescrits par le Titre II des lois électorales coordonnées concernant les cotisations fiscales en matière de contribution personnelle. Les opérations de revision ne pourraient donc commencer qu'en juin, car les rôles de contribution ne sont prêts qu'à cette époque.

La formation des listes prend deux mois entiers.

Il faudrait, d'autre part, s'attendre à d'innombrables recours électoraux, dont la présentation et l'examen occuperaient les neuf mois suivants, conformément au Code électoral. Ces recours étant justifiés par l'ancienneté des listes et par le bouleversement des situations dû à la guerre, on ne pourrait restreindre les délais sans compromettre la sincérité des élections.

Si l'on voulait passer outre et obliger les administrations à dresser d'urgence, sans observer les délais et les garanties établies par la loi, des listes d'électeurs pluraux, on aboutirait à permettre, même à favoriser

l'attribution de nombreuses voix supplémentaires à des électeurs qui n'y ont point droit, ou de priver de la seconde ou de la troisième voix de nombreux électeurs qui possèdent toutes les conditions prévues par la Constitution pour les détenir. Ce serait certes une singulière façon d'assurer le respect de la Constitution, que d'établir une organisation qui aboutirait à rendre impossible son application réelle et loyale.

Il n'y a donc pas d'illusion à se faire; si l'on veut faire procéder aux prochaines élections avec le système du vote plural, les élections ne pourront pas avoir lieu avant le mois de juin 1920; car une révision sérieuse des listes électorales ne pourra pas être terminée avant le mois de mai 1920.

C'est le moment de rappeler que l'on a reconnu, à diverses reprises, qu'il n'y avait pas moyen d'avancer, même de quelques semaines, la date des élections normales, parce que les documents officiels où doivent être puisés les preuves du droit électoral et tout spécialement du droit à des votes supplémentaires, sont forcément incomplets et inexacts avant l'accomplissement de toutes les formalités prescrites par la législation.

Le projet de loi respecte certainement la pensée de nos Constituants. Ce qui distingue, en effet, la loi ordinaire de la Constitution, c'est que, dans la loi ordinaire, le principe de la souveraineté de la Nation s'exprime par la loi de majorité; en Belgique, comme dans tous les pays à constitution monarchique représentative, la loi est la règle imposée aux citoyens par la majorité des représentants du peuple dans chaque Chambre et approuvée par le Roi. La Constitution apparaît plutôt comme une sorte de pacte intervenu entre les divers éléments et groupes qui constituent la Nation. En un jour solennel d'union, ces divers groupes et éléments ont mis la Constitution au-dessus des lois ordinaires, ils se sont engagés mutuellement les uns vis-à-vis des autres à ne pas user de la loi de majorité à l'égard d'un certain nombre de règles qu'ils inscrivaient dans la Constitution. Ils ont voulu que la Nation, par l'intermédiaire de représentants nouvellement et spécialement élus, acceptât les modifications à ces règles constitutionnelles au moyen d'un nouvel accord qui serait manifesté et *prouvé* par le ralliement d'une majorité exceptionnelle des deux tiers des voix dans chaque Chambre. Sans doute, le projet de loi propose de passer outre momentanément et pour un seul cas de nécessité, à ce mode de preuve. Mais si l'accord existe certainement au fond, si l'on peut dire que l'unanimité morale de la Nation demande ou accepte sûrement le suffrage égalitaire, faut-il s'arrêter à des formes et des modes de preuve quand ils impliquent des difficultés pratiques insurmontables, des délais prolongés et des résultats qui mettraient en danger la paix intérieure et la tranquillité du pays?

Si ces derniers facteurs peuvent en l'espèce soulever des appréciations différentes, nul ne peut contester l'exactitude de l'exposé que le Gouvernement a cru utile de faire plus haut de l'impossibilité pratique de procéder en 1919 à des élections régulières. Et c'est ici un motif qui, à lui seul, justifie la ligne de conduite qu'il a l'honneur de proposer au Parlement.

Mais il y a plus. La revision des listes, d'après le système plural produirait, après ces années de guerre, certains effets profondément déplorables et qui ameuteraient l'opinion publique. D'une part, de nombreux électeurs victimes de la guerre, paysans dont les fermes ont été détruites ou incendiées, artisans et petits commerçants ruinés, soldats du front dont la famille n'a pu conserver la situation de modeste aisance, auront perdu la voix du père de famille parce qu'ils auront dû se réfugier dans des habitations trop modestes; certains d'entre eux auront en outre perdu la voix du propriétaire. Par contre, l'on verra dans de nombreux villages la troupe des trafiquants et des profiteurs de guerre venir réclamer la seconde et la troisième voix supplémentaires. Ainsi les Belges les plus dignes n'auront plus que des droits politiques diminués, tandis que l'influence électorale s'accroîtra presque exclusivement en faveur de ceux qui y auraient le moins de titres. Et qu'on ne dise pas que la loi pourrait prévenir ces résultats; elle ne peut pas maintenir les voix supplémentaires aux victimes de la guerre quand elles en ont perdu les bases, sans violer aussi les règles de l'article 47, de même qu'elle ne pourrait, constitutionnellement, exclure les trafiquants et profiteurs de guerre que du droit de suffrage intégral et seulement après une condamnation pénale.

Mais ne va-t-on pas, en créant ainsi cette dérogation à un article constitutionnel, créer un précédent dangereux ?

A cette question nous répondrons qu'un précédent ne peut être invoqué à l'appui d'un projet que lorsque se représentent des conditions, non seulement analogues, mais similaires.

Or, peut-on croire que la Belgique et le monde entier vont jamais se retrouver plongés dans un semblable cataclysme ?

Peut-on croire qu'on se retrouvera jamais devant les mêmes impossibilités matérielles et morales de suivre les formes de revision constitutionnelles ?

Il reste à traiter une dernière et grave objection.

Les consciences délicates, tout en reconnaissant les raisons de droit et de fait qui justifient le projet de loi, sont arrêtées par le serment, que nous avons tous prêté, d'observer notre pacte fondamental et qui place le respect de la Constitution sous la sauvegarde de ce que nous avons de plus sacré en nous.

La méditation attentive du caractère extraconstitutionnel de la situation actuelle, et la constatation impartiale de l'impossibilité absolue dans laquelle nous nous trouvons de procéder à des élections suivant les prescriptions constitutionnelles, doivent persuader le plus scrupuleux que nous sommes aujourd'hui dans une position qui n'a rien de commun avec celle du législateur ordinaire. Répétons-le, le pouvoir exécutif a dû sortir de la sphère que la Constitution lui assigne, afin d'assurer la vie de l'État pendant la guerre. Le serment que le Roi et ses Ministres avaient prêté ne les a pas arrêtés dans l'accomplissement de ce devoir impérieux. Les membres de la législature ne peuvent se croire liés davantage quand il s'agit de sortir d'une difficulté insoluble autrement et de rentrer définitivement dans la légalité. Députés et Sénateurs

teurs dont le mandat constitutionnel est échu, Sénateurs dont les collègues ne sont plus en droit de siéger d'après la lettre de la Constitution, sont d'une façon tellement manifeste dans l'impossibilité d'observer un serment qui, strictement entendu, les obligerait à quitter sans délai l'enceinte parlementaire, que le casuiste le plus difficile, le jury d'honneur le plus exigeant ne pourraient qu'approuver les conclusions auxquelles nous mène, d'autre part, la raison politique.

Le serment d'observer la Constitution ne peut être ni un argument pour prolonger l'irrégularité dans laquelle nous vivons, ni un voile pour dissimuler les impossibilités d'application auxquelles nous nous heurtons de toutes parts. C'est le front haut et sans détour, comme l'a fait le pouvoir exécutif, que le pouvoir législatif doit reconnaître qu'il y a dans la vie des peuples de ces cas de force majeure auxquels l'application de la lettre d'un serment ne permet pas de faire face. Il faut alors y remédier au plus vite et entourer de nouveau des plus hautes garanties morales l'édifice ébranlé dont il importe par-dessus tout d'assurer les fondements.

Le Gouvernement a tenu à marquer dans cet exposé des motifs, que le projet de loi qu'il a l'honneur de soumettre aux Chambres législatives, est inspiré par des considérations de nécessité si pressantes qu'il rentre nettement dans le cadre de notre législation de guerre. Éteindre une de nos grandes querelles intérieures, rentrer dans la vérité du régime parlementaire, réaliser le plus rapidement possible une consultation populaire sincère et loyale, sont des moyens de clore le tragique chapitre d'histoire que la Belgique vient de vivre, en réservant à demain l'œuvre de reconstitution politique qui nous donnera des institutions renouvelées selon le vœu de la Nation dont émanent tous les pouvoirs.

Le Ministre de l'Intérieur,

BROQUEVILLE.

Projet de loi sur la formation des listes électorales en vue du prochain renouvellement des Chambres législatives.

Ontwerp van wet betreffende het opmaken van de kiezerslijsten voor de aanstaande herkiezing van de Wetgevende Kamers.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Conseil des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives :

ARTICLE PREMIER.

Pour être électeur aux prochaines élections législatives, il faut :

1° Être citoyen belge de naissance ou avoir obtenu la grande naturalisation;

2° Être âgé de 21 ans accomplis;

3° Être domicilié dans la même commune depuis six mois au moins au 1^{er} janvier 1919.

Chaque électeur n'aura droit qu'à une voix.

ART. 2.

La formation des listes pour les élections visées à l'article 1^{er} se fera conformément aux dispositions du Titre III du Code électoral, sauf les modifications résultant de la suppression des votes supplémentaires et de la

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, Heil!

Op voorstel van Onzen Ministerraad,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, zal uit Onzen naam aan de Wetgevende Kamers onderworpen worden :

EERSTE ARTIKEL.

Om kiezer te zijn bij de aanstaande verkiezingen voor de Wetgevende Kamers, moet men :

1° Belg zijn van geboorte of de groote naturalisatie bekomen hebben;

2° Den vollen ouderdom van 21 jaar bereikt hebben;

3° Zijne woonplaats in dezelfde gemeente hebben sedert ten minste zes maand op 1 Januari 1919.

Elke kiezer heeft slechts recht op ééne stem.

ART. 2.

De lijsten voor de bij artikel 1 bedoelde verkiezingen worden opgemaakt overeenkomstig het bepaalde in Titel III van het Kieswetboek, behoudens de wijzigingen wegens afschaffing van de bijkomende stemmen en vermindering

réduction de la durée du domicile et sans application de l'article 61 relatif à l'inscription et au droit de vote des sous-officiers, caporaux et soldats.

Les dates et les délais fixés par ces dispositions seront remplacés par ceux que déterminera un arrêté royal.

ART. 3.

Par dérogation à la règle d'après laquelle dans chaque commune la liste des électeurs est dressée par l'administration communale du lieu de leur domicile, les citoyens qui habitaient les localités où les dévastations de la guerre ont rendu actuellement impossible l'exécution de ce travail, seront inscrits sur des listes dressées par les soins de l'administration d'une commune voisine qui agira en lieu et place des autorités momentanément empêchées.

Un arrêté royal déterminera les communes où la confection des listes est rendue impossible. Il désignera les communes dont l'administration est chargée de dresser les listes des électeurs de la commune voisine dévastée et fixera les conditions dans lesquelles ce travail devra être effectué.

Donné à Bruxelles, le 29 décembre 1918.

van den voor de woonplaats vereischten tijd, alsmede met weglating van artikel 61 betreffende de inschrijving en het stemrecht van de onderofficieren, korporalen en soldaten.

De datums en de termijnen vastgesteld door deze bepalingen worden vervangen door die, welke een koninklijk besluit vaststellen zal.

ART. 3.

In afwijking van den regel, krachtens welken de lijst der kiezers in elke gemeente wordt opgemaakt door het gemeentebestuur van hunne woonplaats, worden de ingezetenen wonende in gemeenten, waar het wegens de oorlogsverwoesting thans onmogelijk is dit werk uit te voeren, ingeschreven op lijsten opgemaakt door het bestuur van eene naburige gemeente; dit bestuur handelt in de plaats van de tijdelijk verhinderde overheden.

Een koninklijk besluit bepaalt in welke gemeenten het onmogelijk is de lijsten op te maken. Het wijst de gemeenten aan, waarvan het bestuur wordt belast met het opmaken van de lijsten der kiezers van de verwoeste naburige gemeente; het bepaalt tevens onder welke voorwaarden dit werk dient te worden uitgevoerd.

Gegeven te Brussel, den 29^e December 1918.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Premier Ministre,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Eerste Minister,

DELACROIX.

Le Ministre de l'Intérieur,

| *De Minister van Binnenlandsche Zaken,*

BROQUEVILLE.

Le Ministre de la Justice, | *De Minister van Justitie,*

ÉMILE VANDERVELDE.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*

HYMANS.

Le Ministre des Sciences et des Arts, | *De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

ALP. HARMIGNIE.

Le Ministre de l'Agriculture, | *De Minister van Landbouw,*

BON RUZETTE.

Le Ministre des Travaux publics, | *De Minister van Openbare Werken,*

E. ANSEELE.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et du Ravitaillement,* | *De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Bevoorrading,*

WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer,
de la Marine, des Postes et Télégraphes,* | *De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Posterijen en Telegrafien,*

J. RENKIN.

Le Ministre des Colonies, | *De Minister van Koloniën,*

FRANCK.

Le Ministre de la Guerre, | *De Minister van Oorlog,*

FG. MASSON.

Le Ministre des Affaires Économiques, | *De Minister van Economische Zaken,*

HENRI JASPAR.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1918-1919.

Ontwerp van wet betreffende het opmaken van de kiezerslijsten voor de aanstaande herkiezing van de Wetgevende Kamers.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Een der klaarblijkelijkste gevolgen van den oorlog was, dat hij eenen nieuwen en krachtigeren stoot gaf aan de beweging die al de Europeesche volkeren naar politieke gelijkheid medesleepte. In de Natie, die geheel was opgesprongen om haar bestaan en hare onafhankelijkheid tegen den vijand te verdedigen, werd, door gelijke plichten, gelijke opofferingen en gelijk lijden, het gevoel der gelijkheid van rechten nog meer opgewekt. De soldaten van allen rang en allen stand, die naast elkander streden en gelijke gevaren trotseerden, de werklieden, boeren en burgers, die gedurende vier jaren de ruwe heerschappij van den overweldiger hebben ondergaan, allen zijn tot de overtuiging gekomen, dat zij in gelijken graad kinderen des Vaderlands zijn, dat zij er, in politiek opzicht, eene gelijke plaats moeten bekleeden. In al de landen ontstond die beweging op onweerstaanbare wijze, in de oorlogvoerende zooals Engeland dat, onder den oorlog, algemeen kiesrecht voor mannen en vrouwen invoerde, zooals Pruisen dat, van 1917 af, aan de bevolking het algemeen kiesrecht plechtig beloofde, zelfs in de onzijdige landen, zooals Denemarken en Nederland, die, in 1915 en 1916, de laatste hinderpalen neerhaalden, welke sommige standen van de stembus verwijderd hielden.

Het blijkt dus dat men niet meer kan betwisten hoe dringend noodzakelijk het is, aan het Belgische volk de volstreckte gelijkheid te verleen in het uitoefenen van het kiesrecht. Doch de meer dan vier jaar lange bezetting van bijna gansch het grondgebied heeft de geregelde werking

van onze instellingen gestremd, het samenstel van onze Regeering nagenoeg verbrijzeld. Vier jaar lang kon het Parlement zijne macht niet uitoefenen en moest de Koning alleen de uitoefening der wetgevende macht op zich nemen. Thans moet hij een beroep doen op de medewerking van eene Kamer der Volksvertegenwoordigers, waarvan de leden, in 1912 en 1914 verkozen, vóór twee jaar of vóór enkele maanden moesten uitreden, en van eenen Senaat waarvan de helft der leden eveneens geen behoorlijk mandaat meer hebben. En in den wanordelijken toestand, waarin de vijand het land heeft gelaten, is het onmogelijk, volgens het huidige stelsel, tot de verkiezing van een nieuw Parlement over te gaan binnen een kort tijdsbestek.

Op het oogenblik dat geheel de Natie dringend om wijziging van het kiesstelsel roept, is het, wegens de bezwaren veroorzaakt door den oorlog, vóór lange maanden onmogelijk, onder het beheer van het meervoudig kiesstelsel nieuwe Kamers samen te stellen en de voor de herziening der Grondwet vereischte formaliteiten te vervullen. En nochtans ter wille van de veiligheid en de rust van het land, ter wille van het behoud der een-dracht onder de partijen en de standen, zoo onontbeerlijk voor het herstellen van het Vaderland, ter wille van het zedelijk gezag der Regeering die den vrede moet sluiten, behoort het dat dit gewichtig politiek vraagstuk zonder verwijl opgelost worde.

Het ontwerp, dat de Regeering de eer heeft bij het Parlement in te dienen, heeft ten doel, eenvoudig te doen beslissen dat, vermits het onmogelijk is, zonder verwijl tot nieuwe verkiezingen over te gaan onder het beheer van het meervoudig kiesrecht, de eerstkomende verkiezing door middel van het algemeen, zuiver en eenvoudig kiesrecht zal geschieden. Er is dus geen sprake van, door het huidige Parlement te doen overgaan tot eene herziening van artikel 47, met weglating van het eerste en het tweede stadium van het herzieningsproces, namelijk, de voorafgaande aanwijzing van de grondwetsartikelen, die dienen te worden herzien, en de raadpleging van het kiezerskorps. Er is geen sprake van, door de in 1912 en 1914 verkozen Kamers een nieuw artikel 47 te doen aannemen met meerderheid van de twee derden der stemmen. De wet, welke de Regeering verlangt van het Parlement, is dus eene gewone wet, zelfs eene gelegenheidswet, die zelfs geen bestendige wet is, die slechts op één geval, op één bepaalde verkiezing moet toegepast worden.

Evenals de Koning, in de onmogelijkheid zijnde de Kamers bijeen te roepen, verplicht was wetgevende maatregelen te treffen door besluitwetten, evenzoo is het Parlement gedwongen, daar het de onmogelijkheid vaststelt het meervoudig kiesrecht toe te passen bij de verkiezingen die binnenkort moeten plaats hebben, eenen uitzonderingsmaatregel te treffen, dien het beperkt tot dit eene en enkele noodgeval.

Na deze eerste beslissing zullen de Kamers moeten beraadslagen, overeenkomstig artikel 131 van de Grondwet, over de beslissingen die de te herziene artikelen bepalen, en onder deze zal artikel 47 voorkomen. Zóó zal voor de Grondwetgevende Kamers, die naderhand worden verkozen,

het vraagstuk van de grondwettelijke herziening van ons verkiezingstelsel zich in zijn geheel voordoen.

Men kan niet ontkennen dat het wetsontwerp in strijd is met den tekst der Grondwet, evenals, ten andere, het stelsel der besluit-wetten of de verlenging van het mandaat der Volksvertegenwoordigers en Senatoren. Evenals deze is het gerechtvaardigd door het feit, dat het onmogelijk is anders te handelen; zijne kracht is beperkt tot dit enkele geval van onmogelijkheid.

De onmogelijkheid, vóór zeventien maanden over te gaan tot verkiezingen volgens het meervoudig stelsel, staat inderdaad vast.

De kieswet, die de Regeering de eer heeft aan het Parlement te onderwerpen, wordt niet alleen opgelegd door beschouwingen van gepastheid, die eene wijziging in het bestaande stelsel zedelijk noodwendig maken; zij steunt ook op technische redenen, die niemand over 't hoofd zien kan.

De kiezerslijsten werden sedert vijf jaar niet herzien, terwijl de wijzigingen in het kiesstatuut der ingezetenen veel talrijker waren dan tijdens de gewone jaren. Welnu, om slechts een voorbeeld te nemen, uit de werken onzer statistici blijkt, dat men in de kiezerslijsten, die voor 1914 van kracht waren, meer dan 384,000 wijzigingen zou moeten brengen, alleen tengevolge van overlijdens en van het meerderjarig worden der jonge kiezers. Anderzijds, zouden zij nog grondiger wijzigingen moeten ondergaan wegens de toekenning of de ontneming der bijkomende stemmen. Gemiddeld zouden er 208,000 bijkomende stemmen dienen toegekend te worden aan kiezers, die er vroeger niet over beschikten, en 58,000 aan reeds ingeschreven kiezers of aan kiezers boven 25 jaar, die voor de eerste maal ingeschreven zijn. Daaraan zou men nog moeten toevoegen al de stemmen, wier toekenning niet blijkt door het getal, omdat tegen de daaruit voortspuitende verhooging opweegt de schrapping van bijkomende stemmen, toebehoorend aan kiezers die geschrapt zijn of waarvan het getal stemmen werd verminderd.

Die uit zichzelf reeds zeer ingewikkelde verrichtingen zouden thans nog moeilijker gemaakt worden door de vernietiging of de verstrooiing van het archief van een groot aantal gemeenten en door de verandering in de bevolking ter oorzaak van het vertrek of den terugkeer van verscheidene honderdduizenden vluchtelingen.

Het stelsel der Grondwet mag niet half en half toegepast worden. Voor de toekenning der bijkomende stem aan den huisvader moet men noodzakelijk in acht nemen al de regelen en al de termijnen, voorgeschreven door Titel II der samengeordende kieswetten betreffende de fiskale bijdragen in zake personeele belasting. De herzieningsverrichtingen zouden dus slechts in Juni kunnen aanvangen, want tegen dien tijd alleen zijn de rollen der belastingen opgemaakt.

Het opmaken van de lijsten vereischt twee volle maanden.

Anderzijds zou men zich moeten verwachten aan een groot aantal bezwaarschriften, waarvan de indiening en het onderzoek, overeenkomstig het Kieswetboek, de volgende negen maanden in beslag zouden nemen.

Daar deze bezwaarschriften zijn gegrond doordien het oude kiezerslijsten geldt en de oorlog gansch andere toestanden teweegbracht, zou men de termijnen niet kunnen verkorten zonder de onvervalschte uiting van het kiezerskorps te schaden.

Wilde men toch doorwerken en de besturen verplichten, de lijsten der kiezers met meervoudig stemrecht zonder verwijl op te maken, met weglating van de termijnen en waarborgen gesteld door de wet, dan zou men er toe komen, de toekenning van talrijke bijkomende stemmen aan kiezers, die daarop geen recht hebben, toe te laten, zelfs te bevorderen, ofwel de tweede of de derde stem te ontnemen aan kiezers die daartoe aan al de door de Grondwet gestelde vereischten voldoen. Het ware voorzeker eene zonderlinge wijze om de naleving der Grondwet te verzekeren, moest men eene regeling tot stand brengen, waardoor de werkelijke en eerlijke toepassing daarvan onmogelijk zou worden gemaakt.

Men late zich dus niet misleiden; indien men bij de volgende verkiezingen het meervoudig kiesstelsel wil toepassen, dan kunnen zij niet vóór de maand Juni 1920 plaats hebben; immers, eene ernstige herziening van de kiezerslijsten kan niet vóór de maand Mei 1920 voltrokken zijn.

Hier dient in herinnering te worden gebracht dat men herhaaldelijk erkend heeft, den datum der gewone verkiezingen niet te kunnen vervroegen, zelfs met enkele weken, daar de officieele stukken, waarin de bewijzen van de kiesbevoegdheid en inzonderheid van het recht op bijkomende stemmen moeten worden opgezocht, noodzakelijkerwijze onvolledig en onnauwkeurig zijn voordat al de wettelijke formaliteiten vervuld zijn.

Het wetsontwerp eerbiedigt voorzeker de bedoeling van onze Grondwetgevers. Inderdaad, wat de gewone wet onderscheidt van de Grondwet, is dat in de gewone wet het beginsel van 's Lands souvereiniteit door de meerderheidswet tot zijn recht komt; in België, evenals in al de landen met eene monarchistische, op volksvertegenwoordiging steunende Grondwet, is de wet de regel, welke aan de ingezetenen door de meerderheid van de volksvertegenwoordigers in elke Kamer is opgelegd en door den Koning is goedgekeurd. De Grondwet komt veeleer voor als een soort overeenkomst gesloten tusschen de verscheidene deelen en groepen die de Natie uitmaken. Op een plechtigen dag van eendracht, hebben deze onderscheidene groepen en deelen de Grondwet verheven boven de gewone wetten; zij hebben zich onderling verbonden geen gebruik van de meerderheidswet te maken voor een zeker getal regelen, die zij in de Grondwet opnamen. Zij wilden dat de Natie, door het optreden van nieuw en bijzonder verkozen vertegenwoordigers, zich met de wijzigingen in deze grondwettelijke regelen vereenigde, dank zij een nieuwe overeenkomst, waarvan een blijk en een bewijs zouden geleverd worden door het toetreden van eene uitzonderlijke meerderheid van de twee derden der stemmen in elke Kamer. Ongetwijfeld stelt het wetsontwerp voor, soortgelijk bewijs tijdelijk en voor slechts één geval van nooddwang ter zijde te laten. Doch, indien de overeenkomst zeker in den grond bestaat, indien men zeggen mag dat de gansche Natie, zedelijk gesproken, het eens is om het gelijke kiesrecht te vragen of zonder twijfel

aan te nemen, moet men zich dan inlaten met bewijsvormen en bewijsmodaliteiten, te meer daar deze aanleiding geven tot onoverkomelijke praktische bezwaren, alsmede tot verlengde termijnen en tot uitkomsten, welke den vrede en de rust in het land in gevaar zouden brengen?

Indien laatstgenoemde factoren in deze tot een verschillend oordeel kunnen leiden, kan toch niemand de juistheid betwisten van de uiteenzetting, die de Regeering nuttig dacht hooger te geven tot bewijs van de praktische onmogelijkheid om in 1919 tot regelmatige verkiezingen over te gaan. En dit is hier een beweeggrond, die op zich zelf de gedragslijn rechtvaardigt, welke zij de eer heeft aan het Parlement voor te stellen.

Daar is echter meer. Het herzien der lijsten volgens het meervoudig stelsel zou, na deze oorlogsjaren, zekere betreurenswaardige gevolgen hebben, die bovendien de openbare opinie zouden in opschudding brengen. Talrijke kiezers, slachtoffers van den oorlog, landbouwers wier hoeven werden verwoest of afgebrand, geruïneerde ambachtslieden en kleinhandelaars, soldaten van het front wier gezin den bescheiden welstand verloren heeft, zullen eenerzijds de stem van den huisvader verloren hebben, omdat zij een onderkomen moesten zoeken in al te schamele woningen; sommigen van dezen zullen daarenboven de stem van den eigenaar verloren hebben. Anderzijds zal men in talrijke dorpen den hoop smokkelaars en oorlogswoekeraars de tweede en de derde bijkomende stem zien opeischen. De meest achtenswaardige Belgen zullen aldus nog slechts verminderde politieke rechten bezitten, terwijl de verkiezingsinvloed bijna uitsluitend zal aangroeien ten gunste van hen, die er het minste recht zouden op hebben. En men zegge niet dat de wet die gevolgen zou kunnen voorkomen; zij kan niet de bijkomende stemmen behouden voor de oorlogsslachtoffers, wanneer zij de grondslagen daarvan verloren hebben, zonder tevens in strijd te komen met de bepalingen van artikel 47, evenals zij, grondwettig gesproken, de smokkelaars en oorlogswoekeraars enkel van het volle stemrecht, en alleen na eene strafrechtelijke veroordeeling, zou kunnen uitsluiten.

Maar zal men niet, door aldus die afwijking van een artikel der Grondwet aan te nemen, een gevaarlijk voorgaande scheppen?

Op die vraag antwoorden wij, dat een voorgaande alleen dan kan ingeroepen worden ter staving van een ontwerp wanneer niet enkel verwante, maar gelijkaardige voorwaarden zich voordoen.

En kan men zich voorstellen dat België en de gansche wereld nog ooit zulke ramp zal kunnen overkomen?

Kan men zich voorstellen dat men zich ooit tegenover dezelfde stoffelijke en zedelijke onmogelijkheden zal bevinden om de vormen der Grondwetsherziening na te leven?

Eene laatste en gewichtige opmerking blijft er over.

Menschen met gevoelig geweten, al erkennen zij de beweeggronden in rechte en in feite die het wetsvoorstel rechtvaardigen, worden terughouden door den eed, dien wij allen hebben afgelegd, onze grondkeure na te leven, en die de eerbiediging der Grondwet plaatst onder de hoede van wat wij heiligst in ons hebben.

Eene aandachtige overweging van den huidige toestand, die door de Grondwet niet werd voorzien, en de onpartijdige vaststelling van de volstrekte onmogelijkheid, waarin wij ons bevinden, om over te gaan tot verkiezingen volgens de grondwettelijke voorschriften, moeten den teergevoeligsten geest overtuigen dat wij thans in een toestand verkeeren, die niets gemeens heeft met dezen van den gewonen wetgever. Wij herhalen, de uitvoerende macht is buiten het haar door de Grondwet voorgeschreven gebied moeten treden, ten einde het leven van den Staat gedurende den oorlog te verzekeren. De eed, dien de Koning en zijne Ministers hebben afgelegd, heeft ze niet tegengehouden in de vervulling van dien gebiedenden plicht. De leden der wetgeving kunnen zich niet meer gebonden achten, wanneer men eene op andere wijze onoplosbare moeilijkheid uit den weg moet ruimen en men voorgoed tot de wettigheid moet terugkeeren. Volksvertegenwoordigers en Senatoren, wier grondwettelijk mandaat is vervallen, Senatoren, wier medeleden niet meer het recht hebben hunne plaats te bekleeden volgens den tekst der Grondwet, zijn zoo klaarblijkelijk in de onmogelijkheid eenen eed na te leven, die, stipt genomen, hen zou verplichten onverwijld uit het Parlement te treden, dat de schroomvalligste casuïst, de nauwgezetste eereraad niet anders zouden kunnen dan de besluiten goed te keuren, waartoe wij, van een anderen kant, door de politieke rede worden genoopt.

De eed, de Grondwet na te leven, kan noch eene beweegreden zijn tot verlenging van den onregelmatigen toestand, waarin wij leven, noch een dekmantel voor de practische onmogelijkheden, waarop wij in ieder opzicht stuiten. Met opheffen hoofd en zonder omwegen, zooals de uitvoerende macht het deed, moet de wetgevende macht erkennen dat er in het leven der volkeren gevallen van overmacht voorkomen, die men niet met de woordelijke toepassing van een eed bestrijden kan. Men moet ze dan zoo haast mogelijk verhelpen en het geschokte gebouw, welks grondvesten vooral moeten bevestigd worden, opnieuw met de hoogste zedelijke waarborgen omringen.

In deze toelichting heeft de Regeering willen doen uitschijnen, dat het wetsontwerp, welk zij de eer heeft aan de Wetgevende Kamers te onderwerpen, door een zoo dringende noodzaak is ingegeven, dat het bepaald in het kader onzer oorlogswetgeving past. Een onzer grootste binnenlandsche twisten dempen, meer het parlementair stelsel in al zijne waarheid toepassen, zoohaast mogelijk eene oprechte en eerlijke volksraadpleging doen plaatsgrijpen, ziedaar zooveel middelen om de tragische historische bladzijden, die België pas beleefde, te besluiten, voor den dag van morgen voorbehoudend het werk van politieke herstelling, dat ons hernieuwde instellingen zal schenken volgens den wensch der Natie, uit welke alle macht komt.

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

BROQUEVILLE.

Projet de loi sur la formation des listes électorales en vue du prochain renouvellement des Chambres législatives.

Ontwerp van wet betreffende het opmaken van de kiezerslijsten voor de aanstaande herkiezing van de Wetgevende Kamers.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Conseil des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives :

ARTICLE PREMIER.

Pour être électeur aux prochaines élections législatives, il faut :

1° Être citoyen belge de naissance ou avoir obtenu la grande naturalisation ;

2° Être âgé de 21 ans accomplis ;

3° Être domicilié dans la même commune depuis six mois au moins au 1^{er} janvier 1919.

Chaque électeur n'aura droit qu'à une voix.

ART. 2.

La formation des listes pour les élections visées à l'article 1^{er} se fera conformément aux dispositions du Titre III du Code électoral, sauf les modifications résultant de la suppression des votes supplémentaires et de la

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, Heil!

Op voorstel van Onzen Ministerraad,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, zal uit Onzen naam aan de Wetgevende Kamers onderworpen worden :

EERSTE ARTIKEL.

Om kiezer te zijn bij de aanstaande verkiezingen voor de Wetgevende Kamers, moet men :

1° Belg zijn van geboorte of de groote naturalisatie bekomen hebben ;

2° Den vollen ouderdom van 21 jaar bereikt hebben ;

3° Zijne woonplaats in dezelfde gemeente hebben sedert ten minste zes maand op 1 Januari 1919.

Elke kiezer heeft slechts recht op ééne stem.

ART. 2.

De lijsten voor de bij artikel 1 bedoelde verkiezingen worden opgemaakt overeenkomstig het bepaalde in Titel III van het Kieswetboek, behoudens de wijzigingen wegens afschaffing van de bijkomende stemmen en vermindering

réduction de la durée du domicile et sans application de l'article 61 relatif à l'inscription et au droit de vote des sous-officiers, caporaux et soldats.

Les dates et les délais fixés par ces dispositions seront remplacés par ceux que déterminera un arrêté royal.

ART. 3.

Par dérogation à la règle d'après laquelle dans chaque commune la liste des électeurs est dressée par l'administration communale du lieu de leur domicile, les citoyens qui habitaient les localités où les dévastations de la guerre ont rendu actuellement impossible l'exécution de ce travail, seront inscrits sur des listes dressées par les soins de l'administration d'une commune voisine qui agira en lieu et place des autorités momentanément empêchées.

Un arrêté royal déterminera les communes où la confection des listes est rendue impossible. Il désignera les communes dont l'administration est chargée de dresser les listes des électeurs de la commune voisine dévastée et fixera les conditions dans lesquelles ce travail devra être effectué.

Donné à Bruxelles, le 29 décembre 1918.

van den voor de woonplaats vereischten tijd, alsmede met weglating van artikel 61 betreffende de inschrijving en het stemrecht van de onderofficieren, korporalen en soldaten.

De datums en de termijnen vastgesteld door deze bepalingen worden vervangen door die, welke een koninklijk besluit vaststellen zal.

ART. 3.

In afwijking van den regel, krachtens welken de lijst der kiezers in elke gemeente wordt opgemaakt door het gemeentebestuur van hunne woonplaats, worden de ingezetenen wonende in gemeenten, waar het wegens de oorlogsverwoesting thans onmogelijk is dit werk uit te voeren, ingeschreven op lijsten opgemaakt door het bestuur van eene naburige gemeente; dit bestuur handelt in de plaats van de tijdelijk verhinderde overheden.

Een koninklijk besluit bepaalt in welke gemeenten het onmogelijk is de lijsten op te maken. Het wijst de gemeenten aan, waarvan het bestuur wordt belast met het opmaken van de lijsten der kiezers van de verwoeste naburige gemeente; het bepaalt tevens onder welke voorwaarden dit werk dient te worden uitgevoerd.

Gegeven te Brussel, den 29^e December 1918.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Premier Ministre,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Eerste Minister,

DELACROIX.

Le Ministre de l'Intérieur,

| De Minister van Binnenlandsche Zaken,

BROQUEVILLE.

Le Ministre de la Justice, | *De Minister van Justitie,*

ÉMILE VANDERVELDE.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*

HYMANS.

Le Ministre des Sciences et des Arts, | *De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

ALP. HARMIGNIE.

Le Ministre de l'Agriculture, | *De Minister van Landbouw,*

B^{on} RUZETTE.

Le Ministre des Travaux publics, | *De Minister van Openbare Werken,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de l'Industrie, du Travail | *De Minister van Nijverheid, Arbeid
et du Ravitaillement,* | *en Bevoorrading,*

WAUTERS.

Le Ministre des Chemins de fer, | *De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
de la Marine, des Postes et Télégraphes,* | *Posterijen en Telegrafen,*

J. RENKIN.

Le Ministre des Colonies, | *De Minister van Koloniën,*

FRANCK.

Le Ministre de la Guerre, | *De Minister van Oorlog,*

FG. MASSON.

Le Ministre des Affaires Économiques, | *De Minister van Economische Zaken,*

HENRI JASPAR.

